



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRÊTÉ

Bureau de la réglementation
et des élections

Arrêté complémentaire portant autorisation de changement d'exploitant

N°DCL-BRENV-2024- 169-7

SAS GRANULATS VICAT
4 rue Aristide Bergès
Les Trois Vallons
38080 L'Isle d'Abeau

**Carrière de Montagny-les-Buxy,
lieu-dit « Les Chaumes »**

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 516-1, R. 181-45, R. 516-1 et R. 516-2 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 9 février 2004, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10-00157 du 11 janvier 2010 autorisant la société TARMAC GRANULATS à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Montagny-les-Buxy au lieu-dit « Les Chaumes » ;

Vu l'arrêté préfectoral de changement d'exploitant n° 12-00387 du 9 février 2012 au profit de la Société des Carrières et Bétons du Val de Saône ;

Vu l'arrêté préfectoral de changement d'exploitant n° DCL-BRE-212-1 du 31 juillet 2017 au profit de la SAS RIFFIER GRANULATS VICAT ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL/BRENV/2019-127-4 du 7 mai 2019 de modification des conditions d'exploitation de la carrière ;

Vu la demande reçue le 15 janvier 2024 et complétée le 8 avril 2024, présentée par M. Eric THIEULOT, Directeur général de la société GRANULATS VICAT, dont le siège social est situé 4 rue Aristide Berges – Les Trois Vallons – 38080 L'Isle d'Abeau, par laquelle elle sollicite l'autorisation de reprendre les activités précédemment exploitées par la société RIFFIER GRANULATS VICAT pour ce qui concerne la carrière à ciel ouvert de calcaire située sur le territoire de la commune de Montagny-les-Buxy, lieu-dit « Les Chaumes » ;

Vu le rapport du 22 mai 2024 et les propositions de l'Inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 4 juin 2024 ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par mail du 11 juin 2024 ;

Considérant qu'aux termes des articles R. 516-1 et D. 181-15-1 du code de l'environnement, la délivrance de la présente autorisation prend en compte les capacités techniques et financières dont dispose le demandeur et permettant d'assumer ses obligations à compter de l'exécution de l'autorisation environnementale jusqu'à la remise en état du site ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 516-1 du code de l'environnement, la mise en activité après une autorisation de changement d'exploitant d'une carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières ;

Considérant que la société GRANULATS VICAT justifie par un avenant daté du 3 avril 2024, de la maîtrise foncière des parcelles exploitées.

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 – Changement d'exploitant

La société SAS GRANULATS VICAT, dont le siège social est situé 4 rue Aristide Berges – Les Trois Vallons – 38080 L'Isle d'Abeau, est autorisée à se substituer à la société SAS RIFFIER GRANULATS VICAT pour exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Montagny-les-Buxy, lieu-dit « Les Chaumes ».

Article 2

La présente autorisation de changement d'exploitant est accordée dans la limite des droits et des obligations attachés à l'arrêté préfectoral n° 10-00157 du 11 janvier 2010 susvisé modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL/BRENV/2019-127-4 du 7 mai 2019 susvisé.

Article 3

Le nouvel exploitant doit transmettre au Préfet un acte de cautionnement solidaire établi selon les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 10-00157 du 11 janvier 2010 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL/BRENV/2019-127-4 du 7 mai 2019 et pour un montant mis à jour selon les règles applicables.

Article 4

Le précédent acte de cautionnement solidaire en vigueur au bénéfice de la société RIFFIER GRANULATS VICAT sera rendu caduc dès que le nouvel acte de cautionnement en vigueur et prévu à l'article 3 du présent arrêté aura été transmis au Préfet.

Article 5 - Publicité et notification

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'état dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie de Montagny-les-Buxy dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société GRANULATS VICAT.

Article 6 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le maire de Montagny-les-Buxy, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

Fait à Mâcon, le

17 JUIN 2024

Le Préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire


Agnès CHAVANON

Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.